Treize mois

À propos de deux inculpations de Wikileaks et du billet d'un dollar américain

#Wikileaks #Assange #FreeAssangeNOW

Dans de nombreuses cultures, le chiffre 13 est considéré comme un chiffre malchanceux. Une peur extrêmement irrationnelle et superstitieuse de tout ce qui est associé au chiffre 13 porte même son propre nom : la triskaidekaphobie. Les personnes atteintes de cette phobie vont jusqu'à éviter les pièces et les étages portant le chiffre 13. Ainsi, dans certains immeubles du monde entier, le 13e étage n'existe pas. D'un autre côté, le chiffre 13 est également considéré par beaucoup comme un chiffre porte-bonheur. Les garçons juifs, par exemple, célèbrent leur bar mitzvah en arrivant à la préparation religieuse à l'âge de 13 ans. Le billet d'un dollar américain contient 13 fois le chiffre 13, une allusion à la fondation initiale des 13 États américains. De même, le pseudonyme de la superstar du rock Taylor Swift sur la plateforme de médias sociaux X ajoute un 13 apparemment insignifiant à sa nom complet.

Treize, c'est aussi à peu près le nombre de mois qui se sont écoulés entre deux actes d'accusation tristement célèbres, de 2018 à mai 2019, émis par la Cour suprême des États-Unis.S. Le ministère suédois de la Justice (DOJ) est à l'origine de l'emprisonnement du fondateur de Wikileaks, Julian Assange, qui dure depuis des années.

Avant 2018, Assange était poursuivi principalement depuis la ville de Göteborg par une procureure suédoise nommée Marianne Ny pour *"un viol"* présumé de deux femmes en août 2010, qui aurait eu lieu à Stockholm ou dans ses environs. Cependant, à Stockholm en août 2010, Assange avait déjà été blanchi de toutes les accusations de *"viol"* par nulle autre que la procureure en chef Eva Finne. C'est peut-être pour cette raison que l'affaire a été rapidement transférée sur la côte ouest de la Suède, loin de Stockholm, et rouverte un mois plus tard. Le nouveau procureur de Göteborg a depuis lors jeté sur le plateau juridique environ treize mauvais tours et gâteries - les nombreux événements scandaleux entourant les persécutions de Göteborg ont fait l'objet d'une enquête approfondie à ce jour,

y compris avec des documents FOIA.

En 2017, le procureur suédois a annoncé, au cours de l'éphémère mais extrêmement joyeux printemps suédois de mai, que l 'affaire Assange serait classée. On aurait pu s'attendre à ce que des humeurs florissantes similaires commencent à fleurir dans tout le département de la justice des États-Unis en mai 2017, mais au lieu de cela, des nuages sombres ont rapidement commencé à s'amonceler au-dessus de Washington, DC, à cette époque.

Quelques mois plus tôt, Donald Trump avait été intronisé 45e président des États-Unis. L'appareil d'État américain, plutôt invisible, s'est rassemblé à Washington et a lancé une attaque après l'autre pour se débarrasser rapidement de Trump à la Maison Blanche. La thèse de la collusion avec la Russie, aujourd'hui démentie, a été mise en avant, Trump étant même soupçonné d'avoir été un espion pour le compte de la Russie, sous le tambour des médias grand public orchestrés à l'échelle mondiale. Un enquêteur ou conseiller spécial a été nommé pour enquêter sur la collusion hautement présumée entre la campagne politique de Trump et la Russie à peu près au même moment où l'affaire de *"viol"* présumé contre Julian Assange a été classée pour la deuxième fois à Göteborg, comme à Stockholm auparavant.

Le 17 mai 2017, exactement deux jours avant que Marianne Ny ne clôture officiellement l'affaire contre Julian Assange à Göteborg, en Suède, le procureur général adjoint Rod Rosenstein, deuxième poste le plus élevé du ministère américain de la Justice après le procureur général Jeff Sessions, a officiellement nommé Robert S. Mueller III, ancien directeur du FBI, en tant que conseiller spécial chargé de superviser l'enquête sur les liens présumés entre la campagne du président Trump et des responsables russes. D'ordinaire, c'est le procureur général qui se charge de choisir un avocat spécial aussi crucial, mais, étrangement, Jeff Sessions s'est récusé et a confié cette responsabilité à Rod Rosenstein qui, à son tour, a nommé Robert Mueller, ami de longue date de James Comey, le directeur du FBI qui vient d'être licencié.

Rod Rosenstein, James Comey et Robert Mueller n'étaient pas vraiment des amis du président nouvellement élu Donald Trump. En fait, ils complotaient, bien avant l'investiture de Trump, pour que ce dernier soit potentiellement extorqué ou dépendant de ses organisations de justice et de renseignement. Trump a refusé de le faire et a été pris pour cible dès le début en échange du maintien de son indépendance.

Une fois que Robert Mueller a commencé sa pêche aux anciens associés, avocats et membres de la famille de Trump avec son équipe d'avocats hautement démocrates et partisans - parmi lesquels le présumé *"garçon d'affiche de l'inconduite judiciaire Andrew Weissman"* - la Maison Blanche de Trump a demandé à un membre du Congrès américain nommé Dana Rohrabacher de tendre la main à Julian Assange en août 2017 avec une offre pour le potentiel d'une grâce présidentielle. Il a été demandé à Assange de déclarer que la Russie n'était pas à l'origine du piratage du DNC en 2016 et de révéler sa source pour les courriels piratés de Clinton - un scandale qui a été dévoilé peu avant les élections américaines de 2016 et qui a eu des répercussions massives sur l'ensemble de la présidence de Trump.

Apparemment, Rohrabacher et Assange ne sont pas parvenus à un accord, car six mois plus tard, le 6 mars 2018, le très anti-Trump ministère de la Justice des États-Unis a émis un premier acte d'accusation scellé à l'encontre de Julian Assange. La date de cet acte d'accusation est intéressante, car trois semaines auparavant seulement, le procureur général adjoint Rod Rosenstein lui-même s'était personnellement adressé au public. Dans un acte d'accusation plutôt bidon contre diverses entreprises et personnes russes,

qui a attiré l'attention des médias, M. Rosenstein a affirmé qu' un petit nombre d'individus possédant des *"centaines de faux comptes de médias sociaux"*, principalement depuis Saint-Pétersbourg, en Russie, avaient pu mener une *"guerre de l'information"* contre l'ensemble du système politique américain et interférer dans les élections libres aux États-Unis. Personne n'a été arrêté, car les personnes inculpées résidaient toutes en Russie. Les entreprises russes inculpées ont réussi à obtenir un non-lieu par la suite, de même que les accusations viables, mais aussi de haut vol, formulées à l'époque par M. Rosenstein.

Annonce de l'inculpation de Rod Rosenstein du 16 février 2018

Peut-être que ces accusations gonflées à bloc ont été organisées également avec l'aide de Lisa Barsoomian, l'épouse de Rod Rosenstein. Fille d'immigrés arméniens, elle était une avocate bien connue du cabinet R. Craig Lawrence à Washington, DC, qui a aidé Hillary Clinton de 1997 à 2017, ainsi que Bill Clinton, Barrack Obama, James Comey et même Robert Mueller dans un grand nombre de litiges et de problèmes juridiques.

Les incidents entourant le piratage des serveurs informatiques de la campagne politique d'Hillary Clinton à

Tracy Doherty-McCormick

du "Democratic National Committee" (DNC) sont importants à mentionner en ce moment car ils ont marqué le début de projections à long terme sur la Russie pour détourner l'attention d'un auto-sabotage plus sérieux à des fins de gain politique. En juin 2016, une société de logiciels appelée CrowdStrike a été invitée à enquêter sur les piratages du DNC après l'annonce que les serveurs avaient été compromis et les courriels volés. Les déclarations officielles du PDG de CrowdStrike ont ensuite montré qu'il existait des preuves qu'un piratage avait été *"mis en scène"*, mais qu'il n'avait jamais été prouvé qu'il s'était réellement produit, et encore moins qu'il avait été le fait de pirates russes. D'un point de vue technique indépendant, beaucoup auraient pu exfiltrer les courriels de Clinton des serveurs du DNC.

Un examen plus approfondi des personnes du ministère américain de la Justice responsables des actes d'accusation à l'encontre de Julian Assange révèle d'autres imbroglios. L'acte d'accusation scellé du 6 mars 2018 a été émis par le tribunal du district de l'est de la Virginie, La Cour d'appel est un tribunal historiquement connu pour la rapidité avec laquelle il traite les affaires - il est surnommé *Rocket Docket*. Le procureur Tracy Doherty-McCormick est responsable du contenu détaillé des actes d'accusation concernant Assange. Elle est première assistante du procureur des États-Unis et joue un rôle clé dans les poursuites. Doherty-McCormick, soutenue par Joe Biden, se fait discrète. Elle est mariée, a deux enfants, un frère et une sœur, accorde de l'importance à la vie de famille (!) et aime la course à pied et les marathons.

Environ 13 mois après le premier acte d'accusation scellé du dossier de la fusée du district oriental de Virginie, le bureau du procureur américain de ce même dossier de la fusée allait soigneusement assembler et constituer un grand jury fédéral vers le mois d'avril 2019. Début mai 2019, Wikileaks avait déjà publié sur son site web qu'un grand jury fédéral américain menait des enquêtes. Enfin, le 23 mai 2019, ce grand jury fédéral est revenu à la charge avec un acte d'accusation de substitution à l'encontre de Julian Assange.

Il est intéressant de noter que le bureau du procureur américain de Virginie orientale a commencé à réunir le grand jury fédéral exactement au même moment, en avril 2019, que le conseiller spécial cauchemar de Trump, Robert Mueller, avait terminé son enquête avec peu ou pas de preuves de la campagne criminelle présumée de Trump et des liens de ses associés avec la Russie. Après deux ans d'enquête, plus de 30 millions de dollars dépensés pour 19 avocats, 40 agents du FBI, plus de 2 800 citations à comparaître, 500 mandats de perquisition, 13 demandes adressées à des pays étrangers et plus de 500 témoins interrogés, les membres de l'équipe de Mueller se sont bien enrichis,

Zachary Terwilliger

mais n'ont pas pu prouver que la Russie et Trump avaient volé les courriels d'Hillary Clinton et, par conséquent, sa victoire électorale prévue en 2016.

Plus encore, le nouvel acte d'accusation contre Julian Assange a également été signé le 23 mai 2019 par Zachary Terwilliger, procureur du district oriental de Virginie, nommé à ce poste par deux sénateurs démocrates américains. Le procureur Terwilliger était, et est probablement toujours, également proche de l'ancien procureur général adjoint Rod Rosenstein. Les calendriers des réunions du 26 avril 2017 dans le bâtiment du ministère de la Justice à Washington, DC, montrent que Terwilliger a eu une réunion d'information de 30 minutes avec Rosenstein et le procureur de carrière Jim Crowell déjà avant que Rosenstein ne soit assermenté en tant que nouveau procureur général adjoint par Jeff Sessions.

3:30 PM - 3:45 PM	**IT Set-up for DAG Rosenstein -- PADAG's Office - Room 4206** Attendees: Chris Greer SeLena Powell Vincent Shuler POC: Nathaniel or Marcia – (b) (6)
4:15 PM - 4:45 PM	**ATF Briefing -- PADAG's Office - Room 4206** Attendees: ODAG: DAG Rosenstein, Jim Crowell and Zach Terwilliger POC: Nathaniel and Marcia – (b) (6)
6:15 PM - 7:15 PM	**Swearing-In of Rod J. Rosenstein as Deputy Attorney General -- Room 4111** Attorney General Sessions will swear-in the DAG at 6:30 p.m.

Le procureur américain Zachary Terwilliger est briefé par Rod Rosenstein le 26 avril 2017.

Terwilliger voyagerait également avec Rod Rosenstein pendant les fêtes juives de Pourim 2018 - explicitement mentionnées dans le procès-verbal de réunion FOIA de Rosenstein pour les premiers jours de mars - à San Diego, en Californie, pour une visite à la frontière. Il serait aux côtés de Rod Rosenstein dans un total de 20 réunions ou événements dans la Californie ensoleillée les 1er et 2 mars 2018. Le samedi 3 mars 2018, Rod Rosenstein était de retour chez lui, participant à un dîner avec son épouse Lisa Barsoomian au Gridiron Club and Foundation at The Renaissance à Washington, DC.

Le lundi 5 mars 2018, un jour avant le premier acte d'accusation américain scellé d'Assange, Rosenstein a rencontré le procureur général Jeff Sessions à l'heure du déjeuner. Il a ensuite participé à une réunion d'information sur le cyberespace au niveau du cabinet au National Cybersecurity & Communications Cente à Arlington, VA - pas très loin de l'Eastern Rocket Docket de Virginie - avant de retourner directement au bureau de Jeff Sessions à 16 heures. Le procureur Zerwilliger sera personnellement informé lors d'une réunion préalable avec Rosenstein une heure plus tard, à 17h15. À la veille de la publication officielle par le ministère de la justice de l'acte d'accusation scellé de

FOIA Calendrier
DAG Rosenstein 2018

Julian Assange, les premiers hauts fonctionnaires se sont rendus dans le bureau de M. Rosenstein.

Le 5 mars 2018, à 20 heures, Rosenstein s'est entretenu avec le procureur John Huber et un certain Richard Moore, très probablement celui qui travaille en tant qu'expert en cybersécurité au DHS, et non

le Sir Richard Moore du Royaume-Uni. Nous avons contacté M. Moore mais n'avons pas encore reçu de réponse. John Huber, procureur de l'Utah, a probablement été informé par Rosenstein de la décision de Jeff Sessions d'examiner les allégations des Républicains concernant les fautes commises par le FBI dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Trump, ainsi que de la nécessité d'enquêter davantage sur les liens entre Hillary Clinton et l'agence nucléaire russe ROSATOM. Le lendemain, le 6 mars 2018, le président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis, Devin Nunes, s'est rendu dans le bureau de Rosenstein, ainsi que Mark Meadows, membre du Congrès de Caroline du Nord.

Louie Gohmert lors d'une audition de contrôle de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis le 14 novembre 2017

Nunes et Meadows ont peut-être essayé de discuter des prochaines étapes de Rosenstein concernant les révélations scandaleuses sur la FISA faites quelques semaines plus tôt. Le 2 février 2018, un mémorandum préjudiciable pour le FBI concernant les approbations illégales de la FISA a été publié par Nunes, qui a fait de graves allégations contre de hauts responsables du FBI et du ministère de la Justice, ainsi que contre l'auteur du tristement célèbre dossier anti-Trump, Christopher Steele. Quelques jours plus tard, les sénateurs américains Graham et Grassley ont déféré au pénal plusieurs membres de haut rang du ministère de la Justice, ainsi qu'Hillary Clinton elle-même, à Rod Rosenstein. Le 8 février 2018, un ancien informateur du FBI a eu l'occasion de témoigner devant des commissions du Congrès américain et d'expliquer comment de l'argent russe aurait été acheminé vers la Fondation Clinton en échange d'un soutien au géant de l'énergie nucléaire ROSATOM, ceci principalement par l'intermédiaire d'une société nommée APCO Global. Il convient également de noter que le DNC avait intenté une action en justice contre Wikileaks et la campagne Trump le 20 avril 2018, qui a été rejetée par un juge de New York en juillet 2019.

Toujours en 2019, une autre coïncidence étrange s'est produite exactement un jour après la publication du nouvel acte d'accusation contre Julian Assange. Avec un timing incroyablement parfait, le 24 mai 2019, quatre semaines après la démission de Rod Rosenstein et moins de 24 heures seulement après la diffusion au monde entier du nouvel acte d'accusation, nul autre que Robert Swan Mueller III. aurait enfin l'occasion de se présenter à une audience de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis pour présenter, dans un gigantesque spectacle médiatique, un résumé des conclusions de son enquête, telles qu'elles sont exposées dans le faux rapport Mueller de 400 pages, et pour répondre aux questions des législateurs.

À l'instar des 13e étages manquants dans divers immeubles, personne n'avait posé la moindre question sur l'acte d'accusation contre Julian Assange rendu public la veille. Et encore moins sur l'acte

d'accusation scellé environ 13 mois auparavant.

https://www.sun24.news/fr/treize-mois-a-propos-de-deux-inculpations-de-wikileaks-et-du-billet-dun-dollar-americain.html